

semblait peu probable que le Pacte de Varsovie fût le premier à modifier sa stratégie. Mais, comme l'OTAN était l'alliance la plus faible et celle dont le caractère offensif était le moins prononcé, ce n'était pas une cause facile à défendre. En Allemagne de l'Ouest et dans d'autres pays, quelques militaires et anciens militaires hérétiques épousèrent cette idée, mais l'OTAN rejeta comme complètement utopique la notion selon laquelle l'adoption d'une défense non offensive était compatible avec la sécurité de l'Organisation. Comme les militaires ont une prédilection pour l'offensive, leur opposition était probablement exagérée. Qu'elle soit bien ou mal fondée, cependant, la controverse sur l'adoption unilatérale d'une défense non offensive devient pratiquement sans objet dès lors qu'il est possible de voir les deux parties adhérer à cette stratégie.

Les principaux résultats de cette étude (et ils concernent de très près l'adoption bilatérale de la défense non offensive) ont révélé tout d'abord que, si l'on voulait changer le caractère des forces de manière à les rendre plus défensives et moins offensives, on avait de meilleures chances de réussir en allant tout d'abord du côté des forces terrestres. Pour lancer une offensive terrestre, en effet, il est nécessaire de déployer à l'avant du matériel de pontage, de disposer des moyens logistiques qui permettront d'appuyer une avance rapide et profonde en territoire ennemi, et d'avoir préparé les troupes à ce type de combat. Afin d'assurer la défense, par ailleurs, on doit compter davantage sur des ceintures défensives étalées en profondeur et comportant des champs de mines, des unités antichars dispersées et de l'infanterie légère. De plus, tout dépendant de l'importance numérique et du caractère des forces de l'attaquant, on devra posséder des forces blindées qui permettront d'appuyer la défense et de monter une contre-attaque.

La guerre aérienne et maritime, en revanche, pose des problèmes assez différents. Les avions et les navires de guerre avec lesquels on bombarde l'adversaire sur terre ou sur mer ont un caractère intrinsèquement offensif. On ne peut guère se défendre contre eux qu'en leur opposant sa propre aviation et sa propre marine. Les armes sol-air et sol-mer se sont améliorées, mais elles n'en demeurent pas moins un moyen de défense assez limité contre ces objectifs. Cela étant, si l'on veut renforcer le caractère de la stratégie en général, le gros problème est de trouver comment réduire la taille des forces navales et aériennes.

À ce sujet, les progrès de la technologie ont sans doute accentué les différences entre la guerre terrestre et la guerre navale ou aérienne. Les progrès des techniques de guidage ont permis d'accroître la précision et le pouvoir destructeur des armements, favorisant par là celui qui tire le premier au détriment des formations massives et de leur puissance de feu.

On voit ainsi que la technologie ne désavantage pas forcément les forces terrestres de défense, à condition, toutefois, que le couvert naturel ou artificiel permette à des éléments dispersés de se dissimuler. Pour progresser, que ce soit à pied ou dans un véhicule, l'attaquant est alors obli-

gé de se montrer, et le défenseur peut l'abattre à partir de positions bien abritées. Cette observation vaut, par exemple, pour les armes anti-chars. En revanche, comme il est impossible de camoufler correctement des bases aériennes ou des navires de guerre, l'avantage de la première frappe ira donc à l'attaquant.

En adoptant une défense non offensive, lorsque c'est techniquement possible et que la géographie le permet, deux nations ou alliances opposées peuvent parvenir à la *supériorité défensive mutuelle*, c'est-à-dire que chacune possède alors une capacité défensive supérieure aux moyens offensifs de l'autre. En effet, lorsqu'un des adversaires dispose d'une capacité offensive importante, il peut réaliser la condition précédente en diminuant ses forces offensives (il renforce ainsi la sécurité de son adversaire) et en augmentant ses forces défensives en fonction des impératifs de sa propre sécurité. Mais le but généralement visé, sauf s'il existe une asymétrie très marquée (ce qui n'est pas le cas en Europe), c'est d'amener chacun des adversaires à adopter une attitude défensive. Ce que l'on doit s'efforcer d'atteindre par la défense non offensive, c'est la supériorité défensive mutuelle.

Le passage à la supériorité défensive mutuelle comporte un certain nombre de conséquences à savoir :

- En cas de crise, une plus grande stabilité. La tentation de mener une attaque préemptive diminue d'autant plus que la capacité offensive de l'adversaire décroît : s'il ne peut pas attaquer, on ne se sentira pas forcé de l'attaquer à titre préventif. L'amélioration est encore plus sensible si les objectifs importants et vulnérables sont remplacés par des forces dispersées et invulnérables. D'une manière générale, les forces offensives offrent des objectifs vulnérables : terrains d'aviation et parcs de blindés, par exemple. La défense peut s'appuyer davantage sur des forces dispersées.
- Un moins grand risque d'escalade. Plus la force défensive augmente par rapport à la force offensive, plus il est possible de repousser une attaque de l'adversaire. Dans un contexte nucléaire, on devra s'efforcer de diminuer le risque d'escalade en évitant une bataille décisive et en essayant de stabiliser les combats de façon à créer une situation d'attente pour pouvoir ensuite résoudre la crise par des moyens politiques.
- Une réduction des armements. Si l'on augmente les forces défensives par rapport aux forces offensives, il devient possible d'amorcer une réduction progressive des budgets militaires et de remplacer en quelque sorte un cercle vicieux par un cercle « vertueux ».

Il est important de souligner qu'en appliquant le principe de la défense non offensive aux forces non nucléaires en Europe, on réduirait le risque d'une guerre nucléaire. Il est fort plausible d'imaginer une guerre nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, à l'occasion d'un affrontement en dehors de l'Europe, dans le Golfe persique, par exemple. Chaque pays mettrait alors ses forces en état